

Budget—M. Abbott

M. Abbott: La loi a été modifiée le printemps dernier afin que la limite soit portée à \$75,000. Dernièrement, on a modifié le taux d'intérêt. Les petits entrepreneurs sont maintenant heureux de savoir qu'ils pourront, en vertu de la loi, emprunter des fonds pour donner de l'expansion à leurs entreprises et en ce sens, ces amendements auront un effet considérable. J'ai parlé à des représentants des banques à charte et ils m'ont assuré que cette loi ne leur avait rien rapporté jusqu'ici. Même si elles prétendent avoir perdu de l'argent, elles ont prêté 80 millions de dollars. J'estime donc qu'avec les améliorations que nous avons apportées à la loi, le volume des affaires devrait vraiment favoriser la petite entreprise.

Je passe maintenant aux activités de la Banque fédérale de développement. C'est une institution qui a rendu de grands services aux hommes d'affaires canadiens. Elle possède près de 2 milliards de prêts recouvrables après avoir prêté plus de 300 millions l'année dernière. Elle est dirigée actuellement par une nouvelle équipe dynamique et remplie de nouvelles idées et elle devrait pouvoir faire encore davantage pour les petites entreprises.

Nous avons également un programme d'aide à l'intention des petits entrepreneurs qui relève de la Banque fédérale de développement. Plus de 2000 experts-conseils recrutés chez des anciens hommes d'affaires à la retraite montrent aux petits entrepreneurs comment améliorer leurs techniques de gestion pour de faibles émoluments ou des honoraires symboliques. Dunn and Bradstreet, une étude qui se spécialise dans les faillites, révèle que 90 p. 100 des faillites sont attribuables à une mauvaise gestion. Les faillites chez les propriétaires de petites entreprises sont bien souvent attribuables à une méconnaissance des techniques de gestion. Le gouvernement du Canada leur vient en aide grâce à son programme de services de consultation pour petites entreprises qu'il est impossible de trouver à ce prix sous quelque autre forme que ce soit.

Nous avons en outre pris une nouvelle disposition importante visant à réduire la paperasserie grâce à la création d'un bureau du gouvernement qui a pour fonction de réduire le fardeau de la paperasserie imposé aux petites entreprises.

M. Whiteway: Bravo pour cette mesure!

M. Abbott: Je suis heureux d'entendre cette manifestation d'appui enthousiaste. Ce programme ne devrait pas manquer de donner bientôt des résultats tangibles, et les hommes d'affaires auront beaucoup moins de formulaires à remplir et le gouvernement interviendra beaucoup moins dans leur activité quotidienne.

Je regrette de disposer de si peu de temps pour faire un résumé plus complet de tout ce que notre gouvernement a tâché de faire pour les propriétaires de petites entreprises. Nous avons récemment ouvert un Secrétariat de la petite entreprise au ministère de l'Industrie et du Commerce doté d'un personnel fort compétent chargé d'accueillir les hommes d'affaires en visite à Ottawa. Non seulement les employés du Secrétariat leur diront à qui s'adresser, mais encore ils les aideront à résoudre leurs problèmes et à prendre des rendez-vous et les conseilleront à l'égard des programmes gouvernementaux.

● (2022)

Il est aussi possible de téléphoner au centre de n'importe où au Canada. Ainsi, il suffit de composer Zénith 03200 pour obtenir non pas des semblants de réponses, mais des réponses véritables. J'exhorte le député de Parry Sound-Muskoka (M. Darling) à composer ce numéro lorsqu'il sera rentré chez lui, et il constatera que j'ai raison.

Alors que de nombreux autres gouvernements se reposeraient sur leurs lauriers et demanderaient qui pourrait faire davantage, le gouvernement actuel s'y refuse, si méritant qu'il soit. Il ne lui suffit pas de savoir que le Canada connaît depuis dix ans une croissance et une prospérité comme n'en a connu aucun autre pays du monde, à l'exception du Japon.

Nous étudions un certain nombre de stimulants utiles comme celui que j'ai mentionné, la création de sociétés d'investissement pour les petites entreprises, et l'implantation de centres de développement pour aider les petits entrepreneurs désireux de se lancer en affaires à rencontrer des financiers.

L'autre jour, j'ai envoyé deux ou trois de mes collaborateurs à Whitehorse pour un séjour de trois jours, car nous souhaitons vivement que la construction du pipe-line ne profite pas uniquement aux grandes entreprises qui fabriquent des tuyaux d'acier ou des soupapes. Nous désirons qu'elle profite également aux petites entreprises. A leur retour, mes collaborateurs m'ont informé que cette localité bouillonne d'enthousiasme, et je crois que nous pouvons les aider grandement.

Outre ces idées et ces programmes utiles, avantageux et novateurs, le ministre des Finances a proposé dans son exposé budgétaire des programmes raisonnables; il a, en dépit des temps difficiles actuels, assumé ses responsabilités et présenté un budget constructif et sérieux qui pourtant offre des stimulants aux Canadiens.

Qu'obtenons-nous des députés de l'opposition qui ne rêvent que de prendre le pouvoir, de venir prendre place de ce côté-ci, et qui, par le désespoir qu'ils manifestent et le peu de sérieux dont ils font preuve, s'interdisent probablement eux-mêmes à tout jamais l'accès au pouvoir?

Des voix: Bravo!

M. Abbott: Le chef de l'opposition (M. Clark) se contente de dire étourdimement qu'il réduirait les impôts de 3 milliards de dollars. Il restreindrait les dépenses du gouvernement tout en accomplissant une foule de choses.

M. Whiteway: C'est exact.

M. Abbott: Le député dit que c'est exact. Il est le seul à le croire, car les Canadiens n'accepteront pas cette foutaise. Les Canadiens écouteront ces propos irréflectés et se demanderont s'ils peuvent croire Joe l'Inconnu, le chef de l'opposition qui expose les mesures financières qu'il adoptera quand il ne peut même pas se faire élire dans sa propre ville. Les Canadiens se demanderont s'ils devraient écouter un homme qui cherche à inciter ses collègues à manifester un pareil manque de sérieux. Ses collègues constituent une faible troupe de critiques financiers qui tente, pour arriver à ses propres fins, de faire croire aux Canadiens que le pays court à sa ruine.